

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre de l'Industrie et du Commerce): Monsieur l'Orateur, cela prouve combien il est difficile de tous avoir la même impression. En lisant le discours du distingué représentant du gouvernement au Sénat, j'ai compris que, selon lui, nous pouvions trouver dans nos statuts toutes sortes de lois pour contrer le programme DISC. C'est ce qu'il a dit, je crois, ce qui prouve qu'il était bien renseigné.

M. Douglas: Si le leader du gouvernement au Sénat est au courant de démarches qu'il est possible de prendre, puis-je en déduire que le ministre en a connaissance, et peut-il nous en informer d'ores et déjà ou bien lundi à l'appel des motions?

L'hon. M. Pepin: Monsieur l'Orateur, si mon collègue veut bien se donner la peine de relire le discours prononcé par le leader du gouvernement au Sénat, il constatera que le gouvernement canadien peut recourir à une série de mesures. M. Martin en a indiqué précisément un certain nombre.

* * *

LES PÊCHES

FERMETURE DE LA PÊCHE AU SAUMON DE L'ATLANTIQUE—LA RÉACTION DES PÊCHEURS AUX PROPOSITIONS DU MINISTRE

M. Lloyd R. Crouse (South Shore): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Pêches. J'ai lu avec intérêt la déclaration qu'il a faite hier à Chatham, au Nouveau-Brunswick, aux pêcheurs professionnels de saumon. Vu que les conséquences économiques de l'interdiction de la pêche commerciale du saumon se répercutent tout particulièrement sur le Canada atlantique, le ministre pourrait-il brièvement nous dire quelle a été la réaction des pêcheurs aux propositions qu'il leur a faites hier?

L'hon. Jack Davis (ministre des Pêches): Monsieur l'Orateur, je dirai en quelques mots que les pêcheurs ont été très intéressés par le projet de dédommagement que le gouvernement leur propose. Ils manifestent de l'intérêt en ce qui a trait à la surveillance de la récupération de nos rivières et sont, bien sûr, très impatients de voir les Danois, sur notre insistance, cesser immédiatement la pêche au large des côtes ouest du Groënland.

FERMETURE DE LA PÊCHE AU SAUMON DE L'ATLANTIQUE—LES RESTRICTIONS À LA PÊCHE À LA LIGNE

M. Thomas M. Bell (Saint-Jean-Lancaster): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question supplémentaire. Bien qu'il se puisse que les provinces aient une certaine responsabilité dans ce domaine, le ministre peut-il nous dire si l'on va imposer des restrictions à la pêche à la ligne, en particulier au Nouveau-Brunswick?

L'hon. Jack Davis (ministre des Pêches): Monsieur l'Orateur, il y a déjà des restrictions sur la pêche à la ligne, comme le sait le député. Nous avons l'intention de nous entretenir avec les autorités provinciales, qui sont chargées d'administrer les permis de pêche à la ligne en amont.

[M. Douglas.]

FERMETURE DE LA PÊCHE AU SAUMON DE L'ATLANTIQUE—L'ACCROISSEMENT DU NOMBRE DE GARDES ET LE REPEUPLEMENT DES RIVIÈRES

M. James A. McGrath (Saint-Jean-Est): Monsieur l'Orateur, le ministre des Pêches peut-il assurer à la Chambre qu'en plus de fournir des fonds supplémentaires, on va aussi engager du personnel supplémentaire pour aider les gardiens des rivières à inspecter et à surveiller les rivières existantes? Le ministre pourrait-il, de plus, assurer à la Chambre qu'on va entreprendre un programme en vue de repeupler les rivières de l'Est canadien où le saumon est épuisé?

L'hon. Jack Davis (ministre des Pêches): Monsieur l'Orateur, je pense pouvoir donner ces assurances à la Chambre. J'aimerais aussi mentionner que nous avons l'intention de consacrer les fonds accordés en vue d'une indemnisation à l'engagement d'un nombre aussi grand que possible de pêcheurs pour surveiller les rivières, ainsi que pour nous aider à repeupler les montaisons.

FERMETURE DE LA PÊCHE AU SAUMON DE L'ATLANTIQUE—LES MESURES DE DÉPOLLUTION DES RIVIÈRES

M. Thomas S. Barnett (Comox-Alberni): Monsieur l'Orateur, j'aimerais demander au ministre des pêches si sa visite au Nouveau-Brunswick et les entretiens qu'il a eus avec les pêcheurs lui ont fourni des renseignements nouveaux sur les mesures qu'il convient de prendre pour accélérer le nettoyage des rivières polluées, comme la rivière Miramichi, de manière à avoir des mesures plus efficaces de dépollution?

L'hon. Jack Davis (ministre des Pêches): Monsieur l'Orateur, j'ai dit aux pêcheurs qu'on avait déjà consacré plus de 30 millions de dollars à l'atténuation de la pollution dans les trois cours d'eau en cause—le fleuve Saint-Jean, et les rivières Miramichi et Restigouche; que le coût annuel d'exploitation de ces installations s'élevait à plus de 5 millions de dollars; que les efforts accomplis portaient déjà leurs fruits, et que les 5 millions de dollars dépensés annuellement représentaient plus du double de la valeur brute actuelle de la pêche commerciale dans toute la région de l'Atlantique.

* * *

LA SITUATION ÉCONOMIQUE

LES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS—LA DATE DE L'EXPOSÉ DE LA POLITIQUE GOUVERNEMENTALE

M. Chas. L. Caccia (Davenport): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre du Revenu national. Quand le gouvernement pourra-t-il faire une déclaration sur les investissements étrangers?

Des voix: Auteur!

L'hon. Herb Gray (ministre du Revenu national): Monsieur l'Orateur, j'ai l'intention de faire une déclaration à cet égard mardi prochain.

LES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS—LA PRÉSENTATION D'UNE MESURE LÉGISLATIVE

M. G. W. Baldwin (Peace River): Monsieur l'Orateur, lorsqu'il fera sa déclaration, le ministre voudra-t-il nous